

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20230706-lmc1210360A-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023  
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
68	11	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center"><b>N° 23/07/177</b></p> <p align="center"><b>DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC "GRAND PRIX DU CASTELLET"</b></p>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENTS :**

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN.

## **Séance Publique du 6 juillet 2023**

**N° D' O R D R E : 23/07/177**

**O B J E T : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITTERANEE  
AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE DU GROUPEMENT  
D'INTERET PUBLIC "GRAND PRIX DU CASTELLET"**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-21 et L2121-22-1,

**VU** le Code du Sport, et notamment ses articles L100-1 et L100-2,

**VU** la Loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

**VU** le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif au Groupement d'Intérêt Public,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole,

**VU** la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public et ses annexes,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 26 juin 2023,

**CONSIDERANT** que la Métropole adhère au Groupement d'Intérêt Public « Grand Prix de France – Le Castellet » depuis 2017 et qu'il convient de procéder à la désignation des représentants de la Métropole au sein du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale et de la Commission d'Appel d'Offres,

**CONSIDERANT** les candidatures proposées suivantes pour représenter la Métropole TPM au GIP « Grand Prix de France – Le Castellet » :

- Au Conseil d'Administration :

M. Jean-Pierre GIRAN

- A l'Assemblée Générale :

M. Jean-Pierre GIRAN

M. Arnaud LATIL

A la Commission d'Appel d'Offres :

M. Arnaud LATIL

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à un vote à main levée comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales en cas d'accord à l'unanimité du Conseil,

Et après en avoir délibéré,

**D E C I D E**

## **ARTICLE 1**

**DE PROCEDER** à un vote à main levée.

## **ARTICLE 2**

**DE DESIGNER** comme représentants de la Métropole TPM au GIP « Grand Prix de France – Le Castellet » :

- Au Conseil d'Administration :

M. Jean-Pierre GIRAN

- A l'Assemblée Générale :

M. Jean-Pierre GIRAN

M. Arnaud LATIL

A la Commission d'Appel d'Offres :

M. Arnaud LATIL.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

**Monsieur Robert CAVANNA**

1<sup>er</sup> Vice-Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



POUR 70

CONTRE 0

ABSTENTION 7

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Olivier CHARLOIS ,  
Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Philippe LEROY, Madame  
Cécile MUSCHOTTI, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame  
Rachel ROUSSEL.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Monsieur Arnaud LATIL.**

**GIP GRAND PRIX DE  
FRANCE  
LE CASTELLET**

**METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANNEE**  
**A l'attention de M. Jean-Pierre GIRAN**  
**Président**  
Hôtel de la Métropole  
107 boulevard Henri Fabre – CS 30536  
83041 Toulon Cedex 09

Paris, le 19 juin 2023

*Par lettre recommandée avec accusé de réception  
Anticipée par courriel*

Monsieur le Président,

Tout d'abord, nous tenons à vous féliciter pour votre brillante élection à la tête de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Comme vous le savez, conformément aux dispositions de la convention constitutive du GIP Grand Prix de France – Le Castellet (ci-après désigné, le « **GIP** »), vous êtes membres de droit du GIP Grand Prix de France de Formule 1.

A ce titre, nous nous permettons de vous rappeler que vous devez désigner :

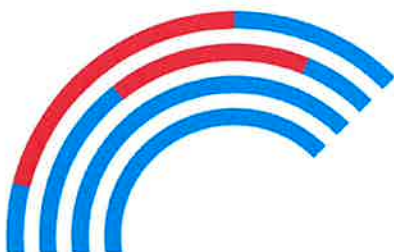
- Deux représentants à l'Assemblée Générale du GIP ;
- Un représentant au Conseil d'administration du GIP ; et
- Un représentant à la Commission d'appel d'offres du GIP.

Par conséquent, je vous remercie de bien vouloir nous indiquer les noms des personnes qui seront amenées à vous représenter au sein de chacune de ces trois instances.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



**Monsieur Éric BOULLIER**  
*Directeur général du GIP*





Pièces jointes : convention constitutive, règlement intérieur, règlement financier.

**Exposé des principales dispositions statutaires applicables aux instances susvisées :**

- Assemblée générale

Article 21.1 de la convention constitutive : « *en cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le Président du GIP de tout changement dans l'identité de ses représentants à l'assemblée générale ou dans la répartition des voix entre ceux-ci* ».

- Conseil d'administration

Article 18.1 de la convention constitutive : « *en cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le Président du GIP de tout changement dans l'identité de son ou ses représentant(s) au conseil d'administration ou dans la répartition des voix entre ceux-ci* ».

- Commission d'appel d'offres

Article 9.1.1 du règlement intérieur : « *en cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le Président du GIP de tout changement dans l'identité de son représentant* ».

**CONVENTION CONSTITUTIVE**  
**DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC**  
**« GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET »**

---

**Préambule**

*Les collectivités territoriales de la région Provence Alpes Côte d'Azur ont de tous temps attaché une grande importance à l'organisation de manifestations sportives d'envergure.*

*La région constitue un territoire de forte tradition automobile ; elle accueille de nombreuses compétitions nationales et internationales sur le prestigieux Circuit du Castellet (dit « Paul Ricard »), qui a également hébergé entre 1971 et 1990 le Grand Prix de France de Formule 1.*

*Depuis la délocalisation de ce Grand Prix puis sa suspension en 2008, ses partisans à l'échelle locale ont continuellement manifesté leur volonté de rétablir l'organisation de cette compétition sur le Circuit Paul Ricard, eu égard à l'importance de la Formule 1 et aux retombées économiques et touristiques potentielles attachées à une manifestation d'une telle envergure.*

*Des contacts informels ont donc été noués avec les instances internationales chargées de l'organisation et de l'exploitation commerciale des Championnats du Monde de Formule 1.*

*En parallèle, il a été décidé de constituer un groupement d'intérêt public à ressort local afin de structurer et crédibiliser le projet.*

*En effet, la structure du groupement d'intérêt public permet d'associer personnes morales de droit public et de droit privé en vue d'exercer ensemble des activités d'intérêt général à but non lucratif, en mettant en commun les moyens nécessaires à leur exercice.*

*Or, il convient de rappeler que les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale, et que la promotion et le développement des activités physiques et sportives pour tous sont d'intérêt général (article L100-1 du Code du sport). Par ailleurs, les collectivités territoriales, leurs groupements et les fédérations sportives contribuent à la promotion et au développement de telles activités (article L100-2 du Code du sport).*

*Le projet considéré relève donc bien de l'intérêt général, tant pour les collectivités et fédérations concernées (le sport est devenu un enjeu majeur de société, un tel événement est susceptible de drainer des retombées économiques, sociales et touristiques cruciales et la Fédération Française du Sport Automobile a reçu délégation de service public), que pour les partenaires privés impliqués (la société EXCELIS, propriétaire du circuit Paul Ricard, entend par sa participation au groupement contribuer à l'aménagement du plateau de Signes, et contribuer ainsi au rayonnement du territoire).*

*C'est ainsi que les signataires ont convenu de créer le présent groupement d'intérêt public à ressort local à but non lucratif et dont ils sont les membres fondateurs, chargé de structurer, d'encadrer et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard.*

*Ceci étant exposé, les membres ont établi ainsi qu'il suit la convention constitutive du groupement d'intérêt public (ci-après le « **GIP** ») devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité de membre.*

**TITRE I : CONSTITUTION – MEMBRES – DENOMINATION  
OBJET – DUREE – SIEGE**

---

**ARTICLE 1 – CONSTITUTION**

Il est constitué, pour l'organisation d'une candidature à l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule Un, un GIP à ressort local soumis au droit français, régi par le chapitre II de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, ainsi que par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012, l'arrêté du 23 mars 2012 et la présente convention.

Tout avenant à la convention constitutive (renouvellement, modification) devra faire l'objet d'une délibération de l'assemblée générale, être soumis pour approbation aux autorités compétentes et faire l'objet d'une publication dans les mêmes conditions que la convention d'origine.

**ARTICLE 2 – MEMBRES DU GIP – RETRAIT – EXCLUSION**

**2.1 Membres du GIP**

Le GIP est constitué des membres suivants qui disposent de 100% des voix au sein des organes décisionnaires du GIP, réparties dans les conditions établies ci-après, à savoir :

- La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le siège est sis à l'Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20,
- La société par actions simplifiée EXCELIS, dont le siège est sis Circuit Paul Ricard, 2760 Route des Hauts du Camp, 83330 le Castellet, immatriculée au RCS de Toulon sous le n° 422 801 795,
- La communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est sis 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 09,
- Le département du Var, dont le siège est sis 390 avenue des Lices, BP1303, 83076 Toulon Cedex,
- La métropole Nice Côte d'Azur, dont le siège est sis 5, rue de l'Hôtel de Ville, 06364 Nice cedex 4,
- La métropole Aix-Marseille Provence, dont le siège est sis 58, boulevard Charles Livon, 13007 Marseille,
- La chambre de commerce et d'industrie régionale, dont le siège est sis 8 rue Neuve Saint-Martin CMCI, CS 81880, 13222 Marseille,
- La chambre de commerce et d'industrie du Var, dont le siège est sis 236, boulevard Général Leclerc, 83000 Toulon, CS 90008, 83097 Toulon cedex,
- La communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume, dont le siège est sis à la Mairie de Sanary, place de la République, CS 70001, 83112 Sanary sur Mer,
- Le département des Bouches-du-Rhône, dont le siège est sis à l'Hôtel du Département 52, avenue de Saint-Just, 13256 Marseille Cedex 20.



## **2.2 Nouveaux membres**

Postérieurement à la création du GIP, peut acquérir la qualité de membre toute personne morale, publique ou privée, après délibération en ce sens de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers.

## **2.3 Retrait du GIP**

Chaque membre du GIP ne peut s'en retirer qu'à l'expiration de chaque période de trois exercices budgétaires, à condition d'avoir notifié son intention en ce sens au plus tard six mois avant la fin de la période triennale considérée. Le retrait prend effet au dernier jour de la période triennale considérée. En cas de contestation, le GIP et le membre souhaitant s'en retirer s'engagent à privilégier une procédure de conciliation préalable à la saisine éventuelle de la juridiction compétente.

## **2.4 Exclusion du GIP**

L'exclusion d'un membre du GIP peut être prononcée par délibération à la majorité des deux tiers de l'assemblée générale, en cas d'inexécution par celui-ci de ses obligations ou de faute grave et après avoir été entendu au préalable.

La décision d'exclusion est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **2.5 Conséquences du retrait ou de l'exclusion**

Les contributions versées par le membre exclu ou décidant de se retirer, ainsi que les contributions que celui-ci s'était engagé à verser pour la période triennale en cours, resteront en tout état de cause acquises et/ou dues au GIP.

Le retrait ou l'exclusion n'aura également aucune incidence sur les mises à disposition et/ou dotations temporaires éventuelles que le membre concerné aura consenties au GIP, lesquelles perdureront jusqu'à la dissolution de ce dernier.

Tout membre exclu ou décidant de se retirer demeure responsable, envers les créanciers du GIP, des obligations nées antérieurement à son départ et non acquittées.

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

Le GIP a pour dénomination « Grand Prix de France – Le Castellet ». Cette dénomination peut être résumée par le sigle « GPF – Le Castellet ».

## **ARTICLE 4 – OBJET**

Le GIP a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, (i) d'encadrer, mettre en œuvre et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard, puis (ii) de promouvoir et superviser l'organisation annuelle de chaque édition de l'événement.

Dans ce cadre, le GIP a notamment pour mission de :

- mettre en œuvre les moyens juridiques, financiers, techniques et commerciaux en vue de promouvoir l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard et trouver les partenaires adéquats pour chaque édition de l'événement ;
- mettre en œuvre toutes actions destinées à (i) démontrer la qualité sportive et organisationnelle du projet de Grand Prix, (ii) populariser la candidature, (iii) valoriser et promouvoir l'image des collectivités territoriales organisatrices et du sport automobile, et (iv) inscrire le projet de Grand Prix de France au service du développement du territoire ;
- être chaque année l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et organismes officiels en charge, d'une manière ou d'une autre, de la désignation des Grands Prix inscrits au calendrier des Championnats du Monde et de la bonne marche de l'évènement ;
- informer le public, par des réunions et publications régulières, de la candidature et de l'évolution des discussions et négociations avec les organismes concernés, puis des conditions de promotion et d'organisation de chaque édition du Grand Prix ;
- concevoir et valoriser tous événements sportifs et culturels annexes afin de promouvoir cette candidature, puis chaque édition de l'évènement.

Le GIP se conformera à cet objet dans le respect des lois et règlements, ainsi que des principes, orientations et exigences fixés dans le cadre des accords, conventions et cahiers des charges établis par les instances sportives et entités commerciales titulaires des droits afférents aux Championnats du Monde de Formule Un, et notamment (au jour de signature de la présente convention) :

- (i) la Fédération Internationale de l'Automobile (instance sportive internationale titulaire des droits afférents aux Championnats du Monde de Formule Un) ;
- (ii) *Formula one World Championship Limited*, société de droit anglais concessionnaire à titre exclusif de l'exploitation des droits commerciaux des Championnats précités ;
- (iii) *Formula One Marketing Limited*, société de droit anglais exploitant certains droits commerciaux des Championnats précités (sponsoring, publicité, hospitalité, accréditations, etc.).

Aux fins de réalisation de l'objet mentionné ci-dessus, le GIP peut prendre toutes participations et participer directement ou indirectement à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales, juridiques et financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit (y compris la vente, la cession ou la concession de tous biens ou de tous services), dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher à l'objet exposé ci-dessus.

Dans le cadre de sa mission ou de son fonctionnement interne, le GIP s'interdit toute prise de position, action, discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel, ainsi que toute discrimination.

## **ARTICLE 5 – DUREE**

Le GIP prend effet et jouira de la personnalité morale à compter de la publication de la décision approuvant la présente convention constitutive. Il est constitué pour une durée de 10 (dix) ans, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus à la présente convention.

## **ARTICLE 6 – SIEGE**

Le siège social du GIP est fixé à l'Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20. Il peut être déplacé en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

Le GIP pourra établir des établissements secondaires sur simple décision du conseil d'administration.

## ***TITRE II : APPORTS – CAPITAL – BUDGET***

---

## **ARTICLE 7 – CAPITAL**

Le GIP est constitué sans capital. Il pourra toutefois être ultérieurement doté d'un capital par décision de l'assemblée générale, auquel cas toute augmentation ou réduction de celui-ci relèvera également de l'assemblée générale.

## **ARTICLE 8 – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES**

### **8.1 Répartition des droits au sein du GIP**

Les droits appartenant aux membres représentent 100% des droits du GIP et sont répartis conformément aux contributions des membres sur la période 2017-2020, sur la base des contributions financières engagées par chaque membre sur la période 2017-2020 conformément au tableau en Annexe 6 bis.

Le nombre de voix attribuées à chacun des membres au sein du conseil d'administration et de l'assemblée générale reflète dans la mesure du possible le pourcentage de droit exposé en Annexe 6 bis.

En cas de partage égal des voix à l'occasion d'un vote, une voix supplémentaire sera attribuée au Président du GIP.

Cette répartition sera modifiée à chaque nouvelle adhésion de membres au GIP, en fonction des contributions des membres, conformément aux dispositions des articles 9 et 11 de la présente convention.

### **8.2 Obligations des membres**

L'acquisition de la qualité de membre emporte de plein droit adhésion à la présente convention, aux règlements financier et intérieur et plus généralement à toutes décisions prises par les organes décisionnaires du GIP.

Les membres du GIP s'obligent par la présente convention à apporter toute contribution, aide et assistance nécessaires à la réalisation de l'objet du GIP tel qu'exposé à l'article 4.

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres du GIP ne sont pas solidaires. Ils sont responsables des dettes du GIP à proportion de leurs contributions respectives aux charges, et ce dès la prise d'effet du GIP.

## **ARTICLE 9 – CONTRIBUTION DES MEMBRES**

Lors de la constitution du GIP, les membres ont librement décidé du montant de leurs contributions respectives aux charges pour la durée de celui-ci.

Aucun membre ne pourra être tenu de quelque manière que ce soit d'augmenter sa contribution au cours de cette période sans accord exprès, écrit et préalable de sa part.

Les modalités de participation des membres sont définies chaque année dans le cadre de la préparation du budget par le conseil d'administration. Ces contributions peuvent être :

- des participations financières, des cotisations et/ou des subventions ;
- des mises à dispositions de personnel dans les conditions visées à l'article 14 ;
- des mises à disposition de matériels, équipement et/ou locaux ;
- des missions d'expertise dans les domaines juridique, sportif, culturel, commercial pour le compte du GIP ou de ses membres (ou, à titre accessoire, pour le compte de tiers) ;
- toute autre forme de contribution au bon fonctionnement du GIP, dont la valeur sera appréciée d'un commun accord par les membres du GIP ;
- des droits d'exploitation immatériels.

Les contributions proposées par chacun des membres devront être conformes à l'objet du GIP et validées par le conseil d'administration. Elles feront le cas échéant l'objet d'une valorisation au titre de la participation de chacun des membres concernés.

L'Annexe 6 bis liste et énumère l'ensemble des contributions financières des membres pour les années 2017, 2018, 2019, et 2020.

## **ARTICLE 10 – BUDGET**

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs du GIP, en distinguant les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement.

Hormis en cas de dissolution du GIP, les excédents ou déficits sont reportés sur l'exercice suivant. A la dissolution du GIP, les excédents ou les déficits seront répartis par l'assemblée générale entre les membres, à proportion de leurs contributions respectives aux charges.

L'exercice budgétaire a une durée de 12 mois.

Il commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année civile. Par exception, le premier exercice débutera à la date de publication de la décision d'approbation de la présente convention constitutive, et se terminera au 31 décembre 2017.

Le budget prévisionnel du GIP pour sa première année de fonctionnement figure en annexe de la présente convention constitutive.

## **ARTICLE 11 – RESSOURCES**

Les ressources du GIP comprennent :

- les contributions financières de chacun de ses membres ;
- la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements ;
- les produits des biens propres ou mis à leur disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle ;
- les subventions des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics ;
- les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle, et notamment :
  - les participations en nature ou en numéraire, versées par les partenaires du GIP ;
  - les recettes de toutes nature, notamment commerciales, provenant de toutes exploitations d'événements et animations destinés à promouvoir la candidature que le GIP est susceptible d'organiser (billetterie, sponsoring, droits commerciaux divers), y compris celles provenant d'une vente ou concession éventuelle de biens matériels et/ou immatériels et de services ;
  - Les ressources provenant du mécénat et du parrainage ;
- les dons et legs ;
- et, plus généralement, toutes autres ressources concourant à la réalisation de son objet.

## **ARTICLE 12 – DEPENSES**

Les dépenses du GIP sont toutes celles concourant à la réalisation de son objet.

## **ARTICLE 13 – TENUE DES COMPTES**

Conformément à l'article 112 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, la comptabilité du GIP est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit privé.

## ***TITRE III : MOYENS D'ACTION***

---

## **ARTICLE 14 – PERSONNEL**

### **14.1 Mise à disposition**

Les modalités de chaque mise à disposition de personnel (contre remboursement) sont déterminées par une convention particulière individualisée. Les personnes mises à la disposition du GIP par l'un de ses membres conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine garde à sa charge leur rémunération, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement.

Ces personnes sont toutefois placées sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du directeur général du GIP pour les besoins de leur mission en son sein.

Ces personnes seront réintégrées dans leur corps ou employeur d'origine dans l'un des cas suivants :

- à leur demande, lorsqu'elles relèvent du statut général de la fonction publique ;
- à la demande de leur employeur d'origine, moyennant un préavis de 2 mois ;
- sur décision du conseil d'administration ;
- en cas de dissolution du GIP.

#### **14.2 Détachement**

Des agents des collectivités territoriales ou des autres personnes morales de droit public membres du GIP peuvent être détachés auprès de celui-ci, conformément à leur statut, aux dispositions législatives et réglementaires applicables et aux règles de la fonction publique.

Ces personnes sont réintégrées dans leur organisme d'origine dans le respect des dispositions en vigueur, et notamment dans l'un des cas suivants :

- à leur demande ;
- à la demande de leur employeur d'origine, moyennant un préavis de 2 mois ;
- sur décision du conseil d'administration ;
- en cas de dissolution du GIP.

#### **14.3 Personnel propre**

La réalisation des objectifs du GIP peut justifier le recrutement de personnel propre pour ses activités économiques, industrielles et commerciales. Un tel recrutement ne peut avoir qu'un caractère subsidiaire par rapport au personnel mis à la disposition du GIP ou détaché auprès de lui, et ne peut concerner que des agents dont la qualification technique est indispensable aux activités spécifiques du GIP.

Ce personnel propre du GIP sera recruté par contrat de droit privé et soumis au Code du travail, pour une durée au plus égale à celle du GIP. Il n'acquerra pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes participant au GIP.

Tout emploi au sein du GIP sera créé par décision du conseil d'administration. Le personnel propre du GIP sera recruté par son directeur général.

### **ARTICLE 15 – EQUIPEMENTS ET MATERIELS**

Les équipements et matériels acquis et/ou réalisés en commun par le GIP sont sa propriété exclusive. En cas de dissolution du GIP, ils seront dévolus par l'assemblée générale au prorata des participations des membres.

Les équipements et matériels mis gratuitement à la disposition du GIP par un membre restent la propriété de ce dernier et lui sont restitués lors de la liquidation du GIP.

En cas de retrait ou d'exclusion, le membre concerné ne bénéficiera d'un retour de ses biens mis à disposition que dans les conditions visées à l'article 2.5.

## **ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LE GIP ET SES MEMBRES**

Le GIP pourra passer des conventions avec ses membres pour toute opération ou action concourant à la réussite du projet dans le respect des règles qui lui sont applicables, et des dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du 06 juin 2005.

## ***TITRE IV : ORGANISATION ET ADMINISTRATION***

---

### **ARTICLE 17 – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **17.1 Composition - Nomination**

Le GIP est administré par un conseil d'administration composé au maximum de 12 membres.

Le conseil d'administration est composé de la manière suivante :

- 3 représentants de la région Provence-Alpes Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la société EXCELIS ;
- 1 représentant de la communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée ;
- 1 représentant du département du Var ;
- 1 représentant de la métropole Nice Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la métropole Aix-Marseille Provence ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie régionale ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie du Var ;
- 1 représentant de la communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume ;
- 1 représentant du département des Bouches-du-Rhône.

Les membres disposent au sein du conseil d'administration d'un nombre de voix tel que défini à l'article 8.1.

Les conditions de désignation du (ou des) représentant(s) de chacun des membres (identité, durée du mandat, etc.), et la répartition des voix de chaque membre entre ses propres représentants, relèvent d'une procédure propre à chacun des membres.

Chacun des membres devra transmettre au président du GIP l'identité de son ou ses premier(s) représentant(s) et la répartition des voix entre ceux-ci, au plus tard deux semaines avant la première réunion du conseil d'administration. A défaut, les voix du membre considéré seront réparties de manière égalitaire entre ses représentants.

En cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le président du GIP de tout changement dans l'identité de son ou ses représentant(s) au conseil d'administration ou dans la répartition des voix entre ceux-ci.

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont conférées. Toutefois, les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat

pourront faire l'objet de remboursements sur présentation de justificatifs, conformément au règlement financier du GIP.

Le président du conseil d'administration peut inviter des personnalités ou conseils à assister aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Assistent également à ces séances, avec voix consultative :

- le directeur général du groupement ;
- les commissaires aux comptes.

## **17.2 Séances du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt du GIP l'exige, et au moins deux fois par an dans les délais suivants :

- avant le 30 avril pour arrêter les comptes de l'année écoulée ;
- avant le 31 décembre pour arrêter le projet de budget de l'année à venir.

De plus, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, la moitié des membres du GIP peuvent solliciter du président la convocation du conseil.

Les convocations au conseil d'administration sont effectuées par tous moyens (y compris par voie électronique) adressées à chacun des administrateurs huit jours avant la réunion, mentionnant l'ordre du jour. Toutefois, en cas d'urgence, la convocation peut être faite sans délai, par tous moyens et même verbalement.

Le conseil se réunit au siège du GIP ou en tout autre endroit sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement, du membre désigné par le conseil pour le présider. Il est tenu un registre qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil.

Le règlement intérieur du GIP, établi par le conseil d'administration, détermine les conditions d'organisation des réunions du conseil.

## **17.3 Quorum - Majorité**

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente (ou réputée telle en cas de recours à la visioconférence) ou représentée sur première convocation. Sur seconde convocation, aucun quorum n'est requis. Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence) ou représentés, hormis celles éventuellement soumises à une majorité différente en vertu de stipulations spécifiques de la présente convention constitutive.

Tout administrateur peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule des procurations reçues. Ces dispositions sont applicables au représentant permanent d'une personne morale.

## **17.4 Obligation de discrétion**

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations qui leur sont communiquées à cette occasion.



## **17.5 Procès-verbaux**

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, tenu au siège social. Le procès-verbal indique le nom des administrateurs présents, excusés ou absents.

Il est revêtu de la signature du président de la séance et d'au moins un administrateur (en cas d'empêchement du président de la séance, il est signé par deux administrateurs au moins).

## **17.6 Attributions**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité du GIP et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs attribués à l'assemblée générale et dans la limite de l'objet du GIP, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche du GIP, et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Il délibère notamment sur :

- le budget annuel et pluriannuel, ainsi que sur les décisions budgétaires modificatives ;
- le tableau des effectifs et le prévisionnel ;
- la création d'emplois au sein du GIP ;
- les contrats, marchés et conventions intéressant le GIP ;
- l'acceptation des dons et legs ;
- les règlements intérieur et financier du GIP ;
- l'acquisition, la cession et la prise à bail de tous biens meubles ;
- les grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques ;
- l'évaluation de l'organisation de la candidature.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale :

- toutes modifications de la convention constitutive ;
- la prorogation ou la dissolution du GIP, ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation.

Le conseil d'administration nomme et révoque le directeur général du GIP.

Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général, dans les limites qu'il fixe, la passation des contrats, marchés et conventions. Le directeur général rend compte des décisions prises dans le cadre des attributions ainsi déléguées à la réunion suivante du conseil d'administration.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## **ARTICLE 18 – LE PRESIDENT**

### **18.1 Nomination**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président pour une durée qui ne peut excéder celle du GIP. Le conseil peut toutefois le révoquer à tout moment.

En cas d'empêchement temporaire, le président désigne un autre membre du conseil d'administration pour le remplacer. En cas d'empêchement définitif pour quelque cause que ce soit, le conseil d'administration se réunit afin d'élire un nouveau président.

## **18.2 Attributions**

Le président a qualité pour représenter le GIP en justice, tant en demande qu'en défense, et dispose également de la capacité de transiger au nom du GIP.

Le président organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale, et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes du GIP et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du GIP convoque et préside le conseil d'administration et l'assemblée générale ; il en fixe l'ordre du jour. Il veille à la bonne exécution des délibérations du conseil d'administration.

## **ARTICLE 19 – LA DIRECTION GENERALE**

### **19.1 Principes d'organisation**

La direction générale du GIP est assumée par un directeur général nommé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixe la durée du mandat du directeur général, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Sa révocation ne peut donner lieu à l'octroi de dommages-intérêts que si elle est décidée sans juste motif.

En cas de vacance de poste, un nouveau directeur général est nommé dans les mêmes conditions, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de constatation de la vacance. Dans l'attente d'une telle nomination, ses fonctions sont temporairement assurées par le directeur général adjoint ou, à défaut, par le président du GIP.

En sus de ce directeur général, le conseil d'administration pourra décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux techniques dont le statut répondra aux règles fixées ci-dessus.

### **19.2 Attributions**

Le directeur général assure, sous l'autorité du conseil d'administration, le fonctionnement du GIP.

Il agit au nom et pour le compte de celui-ci, et représente le GIP dans tous les actes de la vie civile. Il possède tous pouvoirs à l'effet d'engager le GIP et a qualité pour le représenter en justice, tant en demande qu'en défense.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet du GIP, et sous réserve de ceux que la présente convention attribue expressément aux assemblées de membres et au conseil d'administration.

Le directeur général exécute les délibérations du conseil d'administration conformément aux directives et sous l'autorité du président.

Il assure, dans les conditions prévues par la présente convention constitutive et par les règlements financier et intérieur, le fonctionnement du GIP.

Il veille à l'évaluation de l'organisation de la candidature et la promotion de chaque édition de l'événement, et représente le GIP dans ses rapports avec les tiers.

Il recrute le personnel du GIP.

### **19.3 Délégation de signature**

Le directeur général peut lui-même consentir des délégations de signature, dans les limites fixées par le conseil d'administration.

## **ARTICLE 20 – L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **20.1 Composition**

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'intégralité des membres du GIP. A la création du GIP, les membres disposent chacun d'un nombre de voix tel que défini à l'article 8.1 de la présente convention.

La composition de l'assemblée générale se présente comme suit :

- 6 représentants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la société EXCELIS ;
- 2 représentants de la communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée ;
- 2 représentants du département du Var ;
- 2 représentants de la métropole Nice Côte d'Azur ;
- 2 représentants de la métropole Aix-Marseille Provence ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie régionale ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie du Var ;
- 1 représentant de la communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume ;
- 1 représentant du département des Bouches-du-Rhône.

Les conditions de désignation du (ou des) représentant(s) de chacun des membres (identité, durée du mandat, etc.), ainsi que, pour les membres, la répartition de ses voix entre ses propres représentants, relèvent d'une procédure propre à chacun des membres.

Chacun des membres devra transmettre au président du GIP l'identité de ses premiers représentants et la répartition des voix entre ceux-ci, au plus tard deux semaines avant la première réunion de l'assemblée générale.

En cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le président du GIP de tout changement dans l'identité de ses représentants à l'assemblée générale, ou dans la répartition des voix entre ceux-ci.

Les représentants des membres au sein de l'assemblée générale ne perçoivent aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont conférées.

Le président peut autoriser toute personnalité à assister aux séances avec voix consultative si l'ordre du jour le rend nécessaire. Le directeur général du GIP et – dans les conditions fixées à la présente convention – le(s) commissaire(s) aux comptes, assistent aux réunions de l'assemblée générale, avec voix consultative.

## **20.2 Fonctionnement**

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du président du conseil d'administration. Elle se réunit également à la demande du quart au moins des membres du GIP, ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs membres représentant au moins 25% des droits de vote au sein du GIP ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution.

L'assemblée générale est convoquée huit jours avant la date de la réunion, par tous moyens (y compris par voie électronique). La convocation indique l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion.

L'assemblée générale est présidée par le président du GIP.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les membres présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence) ou représentés possèdent au moins le cinquième des droits de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de trois pouvoirs maximum par personne. Le vote par correspondance est autorisé. Le formulaire de vote par correspondance doit être reçu par le GIP trois jours au plus tard avant la réunion.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis par le président et deux secrétaires de séance préalablement désignés par l'assemblée générale, et signés par eux. Ces procès-verbaux indiquent la date et le lieu de réunion, le mode de convocation, l'ordre du jour, le quorum atteint, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social.

## **20.3 Attributions**

L'assemblée générale entend la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes, ainsi que de tout rapport relatif à l'évaluation de l'organisation de la candidature.

Elle discute, approuve, modifie ou rejette les comptes qui lui sont soumis.

L'assemblée générale prononce des avis et recommandations sur le programme annuel d'activités et le budget, ainsi que sur l'adhésion, le retrait ou l'exclusion de membres du GIP.

L'assemblée générale délibère également sur :

- toute modification de la présente convention ;
- l'adhésion, le retrait et l'exclusion des membres du GIP ;
- toute proposition de prorogation ou de dissolution du GIP, ainsi que sur les mesures nécessaires à sa liquidation.

Ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément à la présente convention, obligent tous les membres du GIP, même absents ou dissidents.

## **ARTICLE 21 – PERSONNALITES QUALIFIEES**

Le GIP peut s'entourer de personnalités qualifiées invitées à prendre part aux assemblées générales et réunions du conseil d'administration. Ces personnalités qualifiées, qui ne disposent que d'une voix consultative au sein des organes précités, n'acquièrent pas la qualité de membre du GIP.

En vertu de la présente convention, la Fédération Française du Sport Automobile dispose du statut de personnalité qualifiée et est donc invitée à prendre part à l'ensemble des assemblées générales et réunions du conseil d'administration.

Conformément à ce qui précède, elle ne dispose que d'une voix consultative au sein des organes précités et n'acquiert pas la qualité de membre du GIP.

## ***TITRE V : CONTRÔLE DE L'ACTIVITE DU GIP***

---

## **ARTICLE 22 – LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle des comptes du GIP est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui doivent satisfaire aux conditions de nomination et d'indépendance prévues par la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés par le conseil d'administration.

Les commissaires aux comptes soumettent au conseil d'administration un rapport lorsqu'ils sont amenés à statuer sur les comptes de l'exercice, dans les deux mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, ainsi qu'à toutes les assemblées générales.

Lorsque les commissaires aux comptes relèvent à l'occasion de l'exercice de leur mission des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation du GIP, ils saisissent le président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les membres du conseil d'administration sont tenus informés de cette démarche.

A défaut de réponse, ou si celle-ci ne permet pas d'être assuré de la continuité de l'exploitation, les commissaires aux comptes invitent par écrit le président du GIP à faire délibérer le conseil d'administration sur les faits relevés. Les commissaires aux comptes sont convoqués à cette séance. Si les commissaires aux comptes constatent qu'en dépit des décisions prises, la continuité de l'exploitation demeure compromise, ils établissent un rapport spécial sous quinzaine, qui est présenté au conseil d'administration convoqué à cet effet par le président.

## ***TITRE VI : DISSOLUTION – LIQUIDATION***

---

### **ARTICLE 23 – DISSOLUTION**

Le GIP sera dissous de plein droit par arrivée du terme prévu à l'article 5, sauf prorogation décidée par l'assemblée générale.

Le GIP peut également être dissous de façon anticipée :

- par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de son objet ;
- par décision de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers.

La décision de dissolution est transmise pour approbation aux autorités publiques concernées au moins trois mois avant la date d'échéance envisagée.

### **ARTICLE 24 – LIQUIDATION – DEVOLUTION DES BIENS**

La dissolution du GIP entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du GIP subsiste pour les besoins de celle-ci.

Pour les biens propres du GIP, le conseil d'administration fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs. Les biens mis gracieusement à disposition du GIP sont restitués à leur(s) propriétaire(s).

Les actifs ou le passif à la date de liquidation sont répartis entre les membres du GIP selon les règles fixées dans le règlement financier.

## ***TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES***

---

### **ARTICLE 25 – PROPRIETE INTELLECTUELLE – COMMERCIALISATION DE PRODUITS**

Les productions écrites, audiovisuelles et informatiques seront protégées par le Code de la propriété intellectuelle.

Le GIP peut également vendre, céder ou concéder tous biens matériels ou immatériels ou services conçus directement et/ou acquis auprès de tiers, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir à la réalisation de son objet.

### **ARTICLE 26 – VISIBILITE DES MEMBRES**

La visibilité des membres sur les éléments de communication réalisés autour de la candidature à l'organisation et la promotion du Grand Prix reste à définir dans le cadre du plan marketing global. Les membres reconnaissent ne disposer d'aucun droit acquis dans ce domaine.

Le GIP fera cependant son possible pour mentionner sur les documents institutionnels l'implication de ses membres dans la réalisation du projet.

### **ARTICLE 27 – REGLEMENTS INTERIEURS ET FINANCIERS**

Le règlement intérieur et le règlement financier du GIP sont adoptés par le conseil d'administration.

### **ARTICLE 28 – CONCILIATION – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

En cas de contestation ou désaccord relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention en cours de vie sociale ou lors de la liquidation, les membres du GIP s'engagent à recourir, préalablement à tout recours contentieux, à une procédure de conciliation amiable.

En cas d'échec d'une telle conciliation, la partie la plus diligente pourra saisir la juridiction administrative territorialement compétente d'un recours dans les formes prévues par le Code de justice administrative.

### **ARTICLE 29 – FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires de la présente convention constitutive et de ses suites seront pris en charge par le GIP lorsque sa constitution aura été approuvée.

### **ARTICLE 30 – CONDITION SUSPENSIVE**

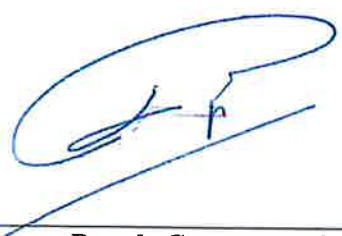
La présente convention est conclue sous réserve de sa prochaine approbation par les autorités compétentes, qui en assurent la publicité, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Fait en douze exemplaires,

Le Castellet, le 18 décembre 2017


  
Pour la Région PACA  
Monsieur Christian ESTROSI

  
Pour la société EXCELIS  
Monsieur Stéphane CLAIR

  
Pour la Communauté  
d'Agglomération Toulon Provence  
Méditerranée  
Monsieur Christian SIMON  
Monsieur Hervé STASSINOS

  
Marc GIRAUD  
Président du Conseil Départemental du Var

Pour le Département du Var  
Madame Françoise DUMONT  
Madame Andrée SAMAT

  
Pour la Métropole Nice Côte d'Azur  
Monsieur Louis NEGRE  
Monsieur Rudy SALLES

  
Le Président,  
Jean-Claude GAUDIN  
Pour la Métropole Aix-Marseille Provence  
Monsieur Jean ROATTA

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie  
Régionale  
Monsieur Alain LACROIX

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie du  
Var  
Monsieur Jacques BIANCHI

  
Ferdinand BERNHARD  
Pour la Communauté d'Agglomération  
du Sud Sainte Baume

  
Pour le Département des Bouches-du-Rhône  
Madame Martine VASSAL



**Annexe 1. Convention constitutive signée en date du 16 décembre 2016 et arrêté d'approbation  
du GIP**

**CONVENTION CONSTITUTIVE**  
**DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC**  
**« GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET »**

---

**Préambule**

*Les collectivités territoriales de la région Provence Alpes Côte d'Azur ont de tous temps attaché une grande importance à l'organisation de manifestations sportives d'envergure.*

*La région constitue un territoire de forte tradition automobile ; elle accueille de nombreuses compétitions nationales et internationales sur le prestigieux Circuit du Castellet (dit « Paul Ricard »), qui a également hébergé entre 1971 et 1990 le Grand Prix de France de Formule 1.*

*Depuis la délocalisation de ce Grand Prix puis sa suspension en 2008, ses partisans à l'échelle locale ont continuellement manifesté leur volonté de rétablir l'organisation de cette compétition sur le Circuit Paul Ricard, eu égard à l'importance de la Formule 1 et aux retombées économiques et touristiques potentielles attachées à une manifestation d'une telle envergure.*

*Des contacts informels ont donc été noués avec les instances internationales chargées de l'organisation et de l'exploitation commerciale des Championnats du Monde de Formule 1.*

*En parallèle, il a été décidé de constituer un groupement d'intérêt public à ressort local afin de structurer et crédibiliser le projet.*

*En effet, la structure du groupement d'intérêt public permet d'associer personnes morales de droit public et de droit privé en vue d'exercer ensemble des activités d'intérêt général à but non lucratif, en mettant en commun les moyens nécessaires à leur exercice.*

*Or, il convient de rappeler que les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale, et que la promotion et le développement des activités physiques et sportives pour tous sont d'intérêt général (article L100-1 du Code du sport). Par ailleurs, les collectivités territoriales, leurs groupements et les fédérations sportives contribuent à la promotion et au développement de telles activités (article L100-2 du Code du sport).*

*Le projet considéré relève donc bien de l'intérêt général, tant pour les collectivités et fédérations concernées (le sport est devenu un enjeu majeur de société, un tel événement est susceptible de drainer des retombées économiques, sociales et touristiques cruciales et la Fédération Française du Sport Automobile a reçu délégation de service public), que pour les partenaires privés impliqués (la société EXCELIS, propriétaire du circuit Paul Ricard, entend par sa participation au groupement contribuer à l'aménagement du plateau de Signes, et contribuer ainsi au rayonnement du territoire).*

*C'est ainsi que les signataires ont convenu de créer le présent groupement d'intérêt public à ressort local à but non lucratif et dont ils sont les membres fondateurs, chargé de structurer, d'encadrer et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard.*

*Ceci étant exposé, les membres fondateurs ont établi ainsi qu'il suit la convention constitutive du groupement d'intérêt public (ci-après le « **GIP** ») devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité de membre.*

CE SC

**TITRE I : CONSTITUTION – MEMBRES – DENOMINATION  
OBJET – DUREE – SIEGE**

**ARTICLE 1 – CONSTITUTION**

Il est constitué, pour l'organisation d'une candidature à l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule Un, un GIP à ressort local soumis au droit français, régi par le chapitre II de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, ainsi que par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012, l'arrêté du 23 mars 2012 (NOR : PRMX1208587A) et la présente convention.

Tout avenant à la convention constitutive (renouvellement, modification) devra faire l'objet d'une délibération de l'assemblée générale, être soumis pour approbation aux autorités compétentes et faire l'objet d'une publication dans les mêmes conditions que la convention d'origine.

**ARTICLE 2 – MEMBRES DU GIP – RETRAIT – EXCLUSION**

**2.1 Membres fondateurs**

A sa création, le GIP est constitué des membres suivants qui disposent de 100% des voix au sein des organes décisionnaires du GIP, réparties dans les conditions établies ci-après, à savoir :

- La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le siège est sis à l'Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20,
- La société par actions simplifiée EXCELIS, dont le siège est sis Circuit Paul Ricard, 2760 Route des Hauts du Camp, 83330 le Castellet, immatriculée au RCS de Toulon sous le n° 422 801 795,

**2.2 Nouveaux membres**

Postérieurement à la création du GIP, peut acquérir la qualité de membre toute personne morale, publique ou privée, après délibération en ce sens de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers.

**2.3 Retrait du GIP**

Chaque membre du GIP ne peut s'en retirer qu'à l'expiration de chaque période de trois exercices budgétaires, à condition d'avoir notifié son intention en ce sens au plus tard six mois avant la fin de la période triennale considérée. Le retrait prend effet au dernier jour de la période triennale considérée.

En cas de contestation, le GIP et le membre souhaitant s'en retirer s'engagent à privilégier une procédure de conciliation préalable à la saisine éventuelle de la juridiction compétente.

**2.4 Exclusion du GIP**

L'exclusion d'un membre du GIP peut être prononcée par délibération à la majorité des deux tiers de l'assemblée générale, en cas d'inexécution par celui-ci de ses obligations ou de faute grave et après avoir été entendu au préalable.

La décision d'exclusion est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

*Cf*

*SC*

## 2.5 Conséquences du retrait ou de l'exclusion

Les contributions versées par le membre exclu ou décidant de se retirer, ainsi que les contributions que celui-ci s'était engagé à verser pour la période triennale en cours, resteront en tout état de cause acquises et/ou dues au GIP.

Le retrait ou l'exclusion n'aura également aucune incidence sur les mises à disposition et/ou dotations temporaires éventuelles que le membre concerné aura consenties au GIP, lesquelles perdureront jusqu'à la dissolution de ce dernier.

Tout membre exclu ou décidant de se retirer demeure responsable, envers les créanciers du GIP, des obligations nées antérieurement à son départ et non acquittées.

## ARTICLE 3 – DENOMINATION

Le GIP a pour dénomination « Grand Prix de France – Le Castellet ». Cette dénomination peut être résumée par le sigle « GPF – Le Castellet ».

## ARTICLE 4 – OBJET

Le GIP a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, (i) d'encadrer, mettre en œuvre et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard, puis (ii) de promouvoir et superviser l'organisation annuelle de chaque édition de l'événement.

Dans ce cadre, le GIP a notamment pour mission de :

- mettre en œuvre les moyens juridiques, financiers, techniques et commerciaux en vue de promouvoir l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard et trouver les partenaires adéquats pour chaque édition de l'événement ;
- mettre en œuvre toutes actions destinées à (i) démontrer la qualité sportive et organisationnelle du projet de Grand Prix, (ii) populariser la candidature, (iii) valoriser et promouvoir l'image des collectivités territoriales organisatrices et du sport automobile, et (iv) inscrire le projet de Grand Prix de France au service du développement du territoire ;
- être chaque année l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et organismes officiels en charge, d'une manière ou d'une autre, de la désignation des Grands Prix inscrits au calendrier des Championnats du Monde et de la bonne marche de l'événement ;
- informer le public, par des réunions et publications régulières, de la candidature et de l'évolution des discussions et négociations avec les organismes concernés, puis des conditions de promotion et d'organisation de chaque édition du Grand Prix ;
- concevoir et valoriser tous événements sportifs et culturels annexes afin de promouvoir cette candidature, puis chaque édition de l'événement.

Le GIP se conformera à cet objet dans le respect des lois et règlements, ainsi que des principes, orientations et exigences fixés dans le cadre des accords, conventions et cahiers des charges établis par les instances sportives et entités commerciales titulaires des droits afférents aux Championnats du Monde de Formule Un, et notamment (au jour de signature de la présente convention) :

- (i) la Fédération Internationale de l'Automobile (instance sportive internationale titulaire des droits afférents aux Championnats du Monde de Formule Un) ;
- (ii) *Formula one World Championship Limited*, société de droit anglais concessionnaire à titre exclusif de l'exploitation des droits commerciaux des Championnats précités ;

CE SC <sup>3</sup>

- (iii) *Formula One Marketing Limited*, société de droit anglais exploitant certains droits commerciaux des Championnats précités (sponsoring, publicité, hospitalité, accréditations, etc.).

Aux fins de réalisation de l'objet mentionné ci-dessus, le GIP peut prendre toutes participations et participer directement ou indirectement à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales, juridiques et financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit (y compris la vente, la cession ou la concession de tous biens ou de tous services), dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher à l'objet exposé ci-dessus.

Dans le cadre de sa mission ou de son fonctionnement interne, le GIP s'interdit toute prise de position, action, discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel, ainsi que toute discrimination.

## **ARTICLE 5 – DUREE**

Le GIP prend effet et jouira de la personnalité morale à compter de la publication de la décision approuvant la présente convention constitutive. Il est constitué pour une durée de 10 (dix) ans, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus à la présente convention.

## **ARTICLE 6 – SIEGE**

Le siège social du GIP est fixé à l'Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20. Il peut être déplacé en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

Le GIP pourra établir des établissements secondaires sur simple décision du conseil d'administration.

## **TITRE II : APPORTS – CAPITAL - BUDGET**

### **ARTICLE 7 – CAPITAL**

Le GIP est constitué sans capital. Il pourra toutefois être ultérieurement doté d'un capital par décision de l'assemblée générale, auquel cas toute augmentation ou réduction de celui-ci relèvera également de l'assemblée générale.

### **ARTICLE 8 – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES**

#### **8.1 Répartition des droits au sein du GIP**

Les droits appartenant aux membres représentent 100% des droits du GIP et sont répartis comme suit à la date de sa création :

- La région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 98 %
- La société EXCELIS : 2 %

Le nombre de voix attribuées à chacun des membres au sein du conseil d'administration et de l'assemblée générale est proportionnel au pourcentage de droits exposé ci-dessus. En cas de partage égal des voix à l'occasion d'un vote, une voix supplémentaire sera attribuée au Président du GIP.

Cette répartition sera modifiée à chaque nouvelle adhésion de membres au GIP, en fonction des contributions des membres, conformément aux dispositions des articles 9 et 11 de la présente convention.

CC

se 4

## **8.2 Obligations des membres**

L'acquisition de la qualité de membre emporte de plein droit adhésion à la présente convention, aux règlements financier et intérieur et plus généralement à toutes décisions prises par les organes décisionnaires du GIP.

Les membres du GIP s'obligent par la présente convention à apporter toute contribution, aide et assistance nécessaires à la réalisation de l'objet du GIP tel qu'exposé à l'article 4.

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres du GIP ne sont pas solidaires. Ils sont responsables des dettes du GIP à proportion de leurs contributions respectives aux charges, et ce dès la prise d'effet du GIP.

### **ARTICLE 9 – CONTRIBUTION DES MEMBRES**

Lors de la constitution du GIP, les membres ont librement décidé du montant de leurs contributions respectives aux charges pour la durée de celui-ci. Aucun membre ne pourra être tenu de quelque manière que ce soit d'augmenter sa contribution au cours de cette période sans accord exprès, écrit et préalable de sa part.

Les modalités de participation des membres sont définies chaque année dans le cadre de la préparation du budget par le conseil d'administration. Ces contributions peuvent être :

- des participations financières, des cotisations et/ou des subventions ;
- des mises à dispositions de personnel dans les conditions visées à l'article 14 ;
- des mises à disposition de matériels, équipement et/ou locaux ;
- des missions d'expertise dans les domaines juridique, sportif, culturel, commercial pour le compte du GIP ou de ses membres (ou, à titre accessoire, pour le compte de tiers) ;
- toute autre forme de contribution au bon fonctionnement du GIP, dont la valeur sera appréciée d'un commun accord par les membres du GIP ;
- des droits d'exploitation immatériels.

Les contributions proposées par chacun des membres devront être conformes à l'objet du GIP et validées par le conseil d'administration. Elles feront le cas échéant l'objet d'une valorisation au titre de la participation de chacun des membres concernés.

### **ARTICLE 10 – BUDGET**

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs du GIP, en distinguant les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement.

Hormis en cas de dissolution du GIP, les excédents ou déficits sont reportés sur l'exercice suivant. A la dissolution du GIP, les excédents ou les déficits seront répartis par l'assemblée générale entre les membres, à proportion de leurs contributions respectives aux charges.

L'exercice budgétaire a une durée de 12 mois.

Il commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année civile. Par exception, le premier exercice débutera à la date de publication de la décision d'approbation de la présente convention constitutive, et se terminera au 31 décembre 2016.

Le budget prévisionnel du GIP pour sa première année de fonctionnement figure en annexe de la présente convention constitutive.

## **ARTICLE 11 – RESSOURCES**

Les ressources du GIP comprennent :

- les contributions financières de chacun de ses membres ;
- la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements ;
- les produits des biens propres ou mis à leur disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle ;
- les subventions des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics ;
- les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle, et notamment :
  - les participations en nature ou en numéraire, versées par les partenaires du GIP ;
  - les recettes de toutes nature, notamment commerciales, provenant de toutes exploitations d'événements et animations destinés à promouvoir la candidature que le GIP est susceptible d'organiser (billetterie, sponsoring, droits commerciaux divers), y compris celles provenant d'une vente ou concession éventuelle de biens matériels et/ou immatériels et de services ;
  - Les ressources provenant du mécénat et du parrainage ;
- les dons et legs ;
- et, plus généralement, toutes autres ressources concourant à la réalisation de son objet.

## **ARTICLE 12 – DEPENSES**

Les dépenses du GIP sont toutes celles concourant à la réalisation de son objet.

## **ARTICLE 13 – TENUE DES COMPTES**

Conformément à l'article 112 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, la comptabilité du GIP est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit privé.

### ***TITRE III : MOYENS D'ACTION***

## **ARTICLE 14 – PERSONNEL**

### **14.1 Mise à disposition**

Les modalités de chaque mise à disposition de personnel (contre remboursement) sont déterminées par une convention particulière individualisée. Les personnes mises à la disposition du GIP par l'un de ses membres conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine garde à sa charge leur rémunération, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement.

Ces personnes sont toutefois placées sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du directeur général du GIP pour les besoins de leur mission en son sein.

Ces personnes seront réintégrées dans leur corps ou employeur d'origine dans l'un des cas suivants :

- à leur demande, lorsqu'elles relèvent du statut général de la fonction publique ;
- à la demande de leur employeur d'origine, moyennant un préavis de 2 mois ;
- sur décision du conseil d'administration ;
- en cas de dissolution du GIP.

CC

SC 6

## **14.2 Détachement**

Des agents des collectivités territoriales ou des autres personnes morales de droit public membres du GIP peuvent être détachés auprès de celui-ci, conformément à leur statut, aux dispositions législatives et réglementaires applicables et aux règles de la fonction publique.

Ces personnes sont réintégrées dans leur organisme d'origine dans le respect des dispositions en vigueur, et notamment dans l'un des cas suivants :

- à leur demande ;
- à la demande de leur employeur d'origine, moyennant un préavis de 2 mois ;
- sur décision du conseil d'administration ;
- en cas de dissolution du GIP.

## **14.3 Personnel propre**

La réalisation des objectifs du GIP peut justifier le recrutement de personnel propre pour ses activités économiques, industrielles et commerciales. Un tel recrutement ne peut avoir qu'un caractère subsidiaire par rapport au personnel mis à la disposition du GIP ou détaché auprès de lui, et ne peut concerner que des agents dont la qualification technique est indispensable aux activités spécifiques du GIP.

Ce personnel propre du GIP sera recruté par contrat de droit privé et soumis au Code du travail, pour une durée au plus égale à celle du GIP. Il n'acquerra pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes participant au GIP.

Tout emploi au sein du GIP sera créé par décision du conseil d'administration. Le personnel propre du GIP sera recruté par son directeur général.

## **ARTICLE 15 – EQUIPEMENTS ET MATERIELS**

Les équipements et matériels acquis et/ou réalisés en commun par le GIP sont sa propriété exclusive. En cas de dissolution du GIP, ils seront dévolus par l'assemblée générale au prorata des participations des membres.

Les équipements et matériels mis gratuitement à la disposition du GIP par un membre restent la propriété de ce dernier et lui sont restitués lors de la liquidation du GIP.

En cas de retrait ou d'exclusion, le membre concerné ne bénéficiera d'un retour de ses biens mis à disposition que dans les conditions visées à l'article 2.5.

## **ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LE GIP ET SES MEMBRES**

Le GIP pourra passer des conventions avec ses membres pour toute opération ou action concourant à la réussite du projet dans le respect des règles qui lui sont applicables, et des dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du 06 juin 2005.

CE      SE



## **TITRE IV : ORGANISATION ET ADMINISTRATION**

### **ARTICLE 17 – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **17.1 Composition - Nomination**

Le GIP est administré par un conseil d'administration composé au maximum de 12 membres.

Le premier conseil d'administration est composé de la manière suivante :

- 3 représentants de la région Provence-Alpes Côte d'Azur ;
- 1 représentants de la société EXCELIS ;

A la création du GIP, les membres disposent au sein du conseil d'administration d'un nombre de voix tel que défini à l'article 8.1).

Les conditions de désignation du (ou des) représentant(s) de chacun des membres (identité, durée du mandat, etc.), et la répartition des voix de chaque membre entre ses propres représentants, relèvent d'une procédure propre à chacun des membres.

Chacun des membres devra transmettre au président du GIP l'identité de son ou ses premier(s) représentant(s) et la répartition des voix entre ceux-ci, au plus tard deux semaines avant la première réunion du conseil d'administration. A défaut, les voix du membre considéré seront réparties de manière égalitaire entre ses représentants.

En cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le président du GIP de tout changement dans l'identité de son ou ses représentant(s) au conseil d'administration ou dans la répartition des voix entre ceux-ci.

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont conférées. Toutefois, les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat pourront faire l'objet de remboursements sur présentation de justificatifs, conformément au règlement financier du GIP.

Le président du conseil d'administration peut inviter des personnalités ou conseils à assister aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. Assistent également à ces séances, avec voix consultative :

- le directeur général du groupement ;
- les commissaires aux comptes.

#### **17.2 Séances du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt du GIP l'exige, et au moins deux fois par an dans les délais suivants :

- avant le 30 avril pour arrêter les comptes de l'année écoulée ;
- avant le 31 décembre pour arrêter le projet de budget de l'année à venir.

De plus, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, la moitié des membres du GIP peuvent solliciter du président la convocation du conseil.

CE

SC

Les convocations sont effectuées par lettre recommandée adressée à chacun des administrateurs quinze jours avant la réunion, mentionnant l'ordre du jour. Toutefois, en cas d'urgence, la convocation peut être faite sans délai, par tous moyens et même verbalement.

Le conseil se réunit au siège du GIP ou en tout autre endroit sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement, du membre désigné par le conseil pour le présider. Il est tenu un registre qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil.

Le règlement intérieur du GIP, établi par le conseil d'administration, détermine les conditions d'organisation des réunions du conseil.

### **17.3 Quorum - Majorité**

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente (ou réputée telle en cas de recours à la visioconférence). Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence) ou représentés, hormis celles éventuellement soumises à une majorité différente en vertu de stipulations spécifiques de la présente convention constitutive.

Tout administrateur peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule des procurations reçues. Ces dispositions sont applicables au représentant permanent d'une personne morale.

### **17.4 Obligation de discrétion**

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations qui leur sont communiquées à cette occasion.

### **17.5 Procès-verbaux**

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, tenu au siège social. Le procès-verbal indique le nom des administrateurs présents, excusés ou absents.

Il est revêtu de la signature du président de la séance et d'au moins un administrateur (en cas d'empêchement du président de la séance, il est signé par deux administrateurs au moins).

### **17.6 Attributions**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité du GIP et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs attribués à l'assemblée générale et dans la limite de l'objet du GIP, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche du GIP, et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Il délibère notamment sur :

- le budget annuel et pluriannuel, ainsi que sur les décisions budgétaires modificatives ;
- le tableau des effectifs et le prévisionnel ;
- la création d'emplois au sein du GIP ;
- les contrats, marchés et conventions intéressant le GIP ;
- l'acceptation des dons et legs ;
- les règlements intérieur et financier du GIP ;
- l'acquisition, la cession et la prise à bail de tous biens meubles ;
- les grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques ;

CE

SC 9

- l'évaluation de l'organisation de la candidature.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale :

- toutes modifications de la convention constitutive ;
- la prorogation ou la dissolution du GIP, ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation.

Le conseil d'administration nomme et révoque le directeur général du GIP.

Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général, dans les limites qu'il fixe, la passation des contrats, marchés et conventions. Le directeur général rend compte des décisions prises dans le cadre des attributions ainsi déléguées à la réunion suivante du conseil d'administration.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## **ARTICLE 18 – LE PRESIDENT**

### **18.1 Nomination**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président pour une durée qui ne peut excéder celle du GIP. Le conseil peut toutefois le révoquer à tout moment.

En cas d'empêchement temporaire, le président désigne un autre membre du conseil d'administration pour le remplacer. En cas d'empêchement définitif pour quelque cause que ce soit, le conseil d'administration se réunit afin d'élire un nouveau président.

### **18.2 Attributions**

Le président a qualité pour représenter le GIP en justice, tant en demande qu'en défense, et dispose également de la capacité de transiger au nom du GIP.

Le président organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale, et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes du GIP et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du GIP convoque et préside le conseil d'administration et l'assemblée générale ; il en fixe l'ordre du jour.

Il veille à la bonne exécution des délibérations du conseil d'administration.

## **ARTICLE 19 – LA DIRECTION GENERALE**

### **19.1 Principes d'organisation**

La direction générale du GIP est assumée par un directeur général nommé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixe la durée du mandat du directeur général, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Sa révocation ne peut donner lieu à l'octroi de dommages-intérêts que si elle est décidée sans juste motif.

CE

SC 10

En cas de vacance de poste, un nouveau directeur général est nommé dans les mêmes conditions, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de constatation de la vacance. Dans l'attente d'une telle nomination, ses fonctions sont temporairement assurées par le directeur général adjoint ou, à défaut, par le président du GIP.

En sus de ce directeur général, le conseil d'administration pourra décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux techniques dont le statut répondra aux règles fixées ci-dessus.

## **19.2 Attributions**

Le directeur général assure, sous l'autorité du conseil d'administration, le fonctionnement du GIP.

Il agit au nom et pour le compte de celui-ci, et représente le GIP dans tous les actes de la vie civile. Il possède tous pouvoirs à l'effet d'engager le GIP et a qualité pour le représenter en justice, tant en demande qu'en défense.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet du GIP, et sous réserve de ceux que la présente convention attribue expressément aux assemblées de membres et au conseil d'administration.

Le directeur général exécute les délibérations du conseil d'administration conformément aux directives et sous l'autorité du président.

Il assure, dans les conditions prévus par la présente convention constitutive et par les règlements financier et intérieur, le fonctionnement du GIP.

Il veille à l'évaluation de l'organisation de la candidature et la promotion de chaque édition de l'événement, et représente le GIP dans ses rapports avec les tiers.

Il recrute le personnel du GIP.

## **19.3 Délégation de signature**

Le directeur général peut lui-même consentir des délégations de signature, dans les limites fixées par le conseil d'administration.

# **ARTICLE 20 – L'ASSEMBLEE GENERALE**

## **20.1 Composition**

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'intégralité des membres du GIP. A la création du GIP, les membres disposent chacun d'un nombre de voix tel que défini à l'article 8.1 de la présente convention.

A la création du GIP, la composition de l'assemblée générale se présente comme suit :

- 6 représentants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la société EXCELIS ;

Les conditions de désignation du (ou des) représentant(s) de chacun des membres (identité, durée du mandat, etc.), ainsi que, pour les membres, la répartition de ses voix entre ses propres représentants, relèvent d'une procédure propre à chacun des membres.

CE

SC

Chacun des membres devra transmettre au président du GIP l'identité de ses premiers représentants et la répartition des voix entre ceux-ci, au plus tard deux semaines avant la première réunion de l'assemblée générale.

En cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le président du GIP de tout changement dans l'identité de ses représentants à l'assemblée générale, ou dans la répartition des voix entre ceux-ci.

Les représentants des membres au sein de l'assemblée générale ne perçoivent aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont conférées.

Le président peut autoriser toute personnalité à assister aux séances avec voix consultative si l'ordre du jour le rend nécessaire. Le directeur général du GIP et – dans les conditions fixées à la présente convention – le(s) commissaire(s) aux comptes, assistent aux réunions de l'assemblée générale, avec voix consultative.

## **20.2 Fonctionnement**

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du président du conseil d'administration. Elle se réunit également à la demande du quart au moins des membres du GIP, ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs membres représentant au moins 25% des droits de vote au sein du GIP ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution.

L'assemblée générale est convoquée quinze jours au moins à l'avance, par tous moyens (y compris par voie électronique). La convocation indique l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion.

L'assemblée générale est présidée par le président du GIP.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les membres présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence) ou représentés possèdent au moins le cinquième des droits de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de trois pouvoirs maximum par personne.

Le vote par correspondance est autorisé. Le formulaire de vote par correspondance doit être reçu par le GIP trois jours au plus tard avant la réunion.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis par le président et deux secrétaires de séance préalablement désignés par l'assemblée générale, et signés par eux. Ces procès-verbaux indiquent la date et le lieu de réunion, le mode de convocation, l'ordre du jour, le quorum atteint, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social.

## **20.3 Attributions**

L'assemblée générale entend la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes, ainsi que de tout rapport relatif à l'évaluation de l'organisation de la candidature.

Elle discute, approuve, modifie ou rejette les comptes qui lui sont soumis.

CC

Sc

L'assemblée générale prononce des avis et recommandations sur le programme annuel d'activités et le budget, ainsi que sur l'adhésion, le retrait ou l'exclusion de membres du GIP.

L'assemblée générale délibère également sur :

- toute modification de la présente convention ;
- l'adhésion, le retrait et l'exclusion des membres du GIP ;
- toute proposition de prorogation ou de dissolution du GIP, ainsi que sur les mesures nécessaires à sa liquidation.

Ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément à la présente convention, obligent tous les membres du GIP, même absents ou dissidents.

## **ARTICLE 21 – PERSONNALITES QUALIFIEES**

Le GIP peut s'entourer de personnalités qualifiées invitées à prendre part aux assemblées générales et réunions du conseil d'administration. Ces personnalités qualifiées, qui ne disposent que d'une voix consultative au sein des organes précités, n'acquièrent pas la qualité de membre du GIP.

En vertu de la présente convention, la Fédération Française du Sport Automobile dispose du statut de personnalité qualifiée et est donc invitée à prendre part à l'ensemble des assemblées générales et réunions du conseil d'administration. Conformément à ce qui précède, elle ne dispose que d'une voix consultative au sein des organes précités et n'acquiert pas la qualité de membre du GIP.

## ***TITRE V : CONTRÔLE DE L'ACTIVITE DU GIP***

### **ARTICLE 22 – LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle des comptes du GIP est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui doivent satisfaire aux conditions de nomination et d'indépendance prévues par la loi.  
Les commissaires aux comptes sont nommés par le conseil d'administration.

Les commissaires aux comptes soumettent au conseil d'administration un rapport lorsqu'ils sont amenés à statuer sur les comptes de l'exercice, dans les deux mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, ainsi qu'à toutes les assemblées générales.

Lorsque les commissaires aux comptes relèvent à l'occasion de l'exercice de leur mission des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation du GIP, ils saisissent le président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les membres du conseil d'administration sont tenus informés de cette démarche.

A défaut de réponse, ou si celle-ci ne permet pas d'être assuré de la continuité de l'exploitation, les commissaires aux comptes invitent par écrit le président du GIP à faire délibérer le conseil d'administration sur les faits relevés. Les commissaires aux comptes sont convoqués à cette séance.

Si les commissaires aux comptes constatent qu'en dépit des décisions prises, la continuité de l'exploitation demeure compromise, ils établissent un rapport spécial sous quinzaine, qui est présenté au conseil d'administration convoqué à cet effet par le président.

## ***TITRE VI : DISSOLUTION - LIQUIDATION***

### **ARTICLE 23 – DISSOLUTION**

Le GIP sera dissous de plein droit par arrivée du terme prévu à l'article 5, sauf prorogation décidée par l'assemblée générale.

Le GIP peut également être dissous de façon anticipée :

- par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de son objet ;
- par décision de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers.

La décision de dissolution est transmise pour approbation aux autorités publiques concernées au moins trois mois avant la date d'échéance envisagée.

### **ARTICLE 24 – LIQUIDATION – DEVOLUTION DES BIENS**

La dissolution du GIP entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du GIP subsiste pour les besoins de celle-ci.

Pour les biens propres du GIP, le conseil d'administration fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs. Les biens mis gracieusement à disposition du GIP sont restitués à leur(s) propriétaire(s).

Les actifs ou le passif à la date de liquidation sont répartis entre les membres du GIP selon les règles fixées dans le règlement financier.

## ***TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES***

### **ARTICLE 25 – PROPRIETE INTELLECTUELLE – COMMERCIALISATION DE PRODUITS**

Les productions écrites, audiovisuelles et informatiques seront protégées par le Code de la propriété intellectuelle.

Le GIP peut également vendre, céder ou concéder tous biens matériels ou immatériels ou services conçus directement et/ou acquis auprès de tiers, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir à la réalisation de son objet.

### **ARTICLE 26 – VISIBILITE DES MEMBRES**

La visibilité des membres sur les éléments de communication réalisés autour de la candidature à l'organisation et la promotion du Grand Prix reste à définir dans le cadre du plan marketing global. Les membres reconnaissent ne disposer d'aucun droit acquis dans ce domaine.

Le GIP fera cependant son possible pour mentionner sur les documents institutionnels l'implication de ses membres dans la réalisation du projet.

### **ARTICLE 27 – REGLEMENTS INTERIEURS ET FINANCIERS**

Le règlement intérieur et le règlement financier du GIP sont adoptés par le conseil d'administration.

CE

SC

#### **ARTICLE 28 – CONCILIATION – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

En cas de contestation ou désaccord relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention en cours de vie sociale ou lors de la liquidation, les membres du GIP s'engagent à recourir, préalablement à tout recours contentieux, à une procédure de conciliation amiable.

En cas d'échec d'une telle conciliation, la partie la plus diligente pourra saisir la juridiction administrative territorialement compétente d'un recours dans les formes prévues par le Code de justice administrative.

#### **ARTICLE 29 – FRAIS**

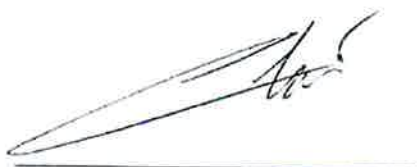
Tous les frais, droits et honoraires de la présente convention constitutive et de ses suites seront pris en charge par le GIP lorsque sa constitution aura été approuvée.

#### **ARTICLE 30 – CONDITION SUSPENSIVE**

La présente convention est conclue sous réserve de sa prochaine approbation par les autorités compétentes, qui en assurent la publicité, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.



**Pour la Région Provence Alpes Côte  
d'Azur**  
*Monsieur Christian ESTROSI*



**Pour la société EXCELIS**  
*Monsieur Stéphane CLAIR*

**1 6 DEC. 2016**





PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Secrétariat général pour les affaires régionales

---

## ARRÊTÉ

---

portant approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public  
"Grand Prix de France - LE CASTELLET"

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône

- VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, articles 98 et suivants ;
- VU Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public;
- VU le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;
- VU l'arrêté du 23 mars 2012 pris en l'application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 susvisé ;
- VU le décret du 15 juillet 2015 portant nomination de M. Stéphane BOUILLON, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches du Rhône ;
- VU la délibération du Conseil Régional en date du 16 décembre 2016 relative à la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public " Grand Prix de France - Le Castellet" ;
- VU l'avis favorable de la directrice régionale des finances publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur du 3 janvier 2017 ;

**SUR proposition** du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La convention constitutive du groupement d'intérêt public (GIP) "Grand prix de France - LE CASTELLET" annexée au présent arrêté est approuvée.

### **ARTICLE 2**

Le GIP sus nommé a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, d'encadrer, mettre en oeuvre et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et la promotion d'un grand prix de Formule 1 sur le circuit Paul RICARD, puis de promouvoir et superviser l'organisation annuelle de chaque édition de l'évènement.

Le GIP se conformera à cet objet dans le respect des lois et règlements, ainsi que des principes, orientations et exigences fixés dans le cadre des accords, conventions et cahiers des charges établis par les instances sportives et entités commerciales titulaires des droits afférents aux Championnats du Monde de Formule Un.

### **ARTICLE 3**

Le GIP "Grand Prix de France - Le Castellet" est constitué pour une durée de 10 ans avec possibilité de prorogation ou de dissolution anticipée conformément aux dispositions prévues dans la convention constitutive.

### **ARTICLE 4**

Le siège social du GIP est fixé à l'Hôtel de Région, 27 Place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20. Il peut être déplacé en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

Le GIP pourra établir des établissements secondaires sur simple décision du conseil d'administration.

### **ARTICLE 5**

Sont membres du GIP " Grand Prix de France - Le Castellet" à sa création :

\* Le Conseil Régional Provence Alpes-Côte d'Azur dont le siège est sis à l'Hôtel de région, 27 Place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20

\* La société par actions simplifiées EXCELIS, dont le siège est sis Circuit Paul Ricard, 2760 route des Hauts du Camp, 83330 Le Castellet, immatriculé au RCS de Toulon sous le n°422 801 795

Le nombre de voix attribué à chacun des membres lors des votes à l'assemblée générale est répartie de la façon suivante :

Conseil Régional PACA : 98 %

Société EXCELIS : 2 %

### **ARTICLE 6**

Conformément à l'article 112 de la loi 2011-525 du 17 mai 2011, la comptabilité du groupement est tenue et sa gestion effectuée selon les règles du droit privé.

## ARTICLE 7

Le GIP "Grand Prix de France - Le Castellet" est constitué sans capital.

## ARTICLE 8

### Mise à disposition

Le groupement peut être doté en personnel par ses membres. Ces personnels conservent tous leurs droits statutaires au sein de leur administration ou organisme d'origine.

### Détachement

Des agents de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics non membres du groupement peuvent être détachés, conformément à leur statut et aux règles générales de la fonction publique.

### Personnel propre


La réalisation de l'objet du groupement peut justifier le recrutement de personnel propre, à titre complémentaire. Le personnel ainsi recruté n'acquiert aucun droit particulier à occuper ultérieurement un emploi chez l'un des membres du groupement. Les contrats de travail des personnels recrutés sont de droit privé et soumis ainsi au code du travail et aux dispositions conventionnelles.

## ARTICLE 9

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région Provence Alpes Côte d'Azur et prendra effet à compter de sa publication.

Marseille, le 9 janvier 2017

Le préfet de région,

  
Stéphane BOUILLON

## **Annexe 2.Règlement intérieur**

---

## **REGLEMENT INTERIEUR DU GIP « GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET »**

---

Le groupement d'intérêt public « Grand Prix de France – Le Castellet » (le « **GIP** ») a été constitué entre la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur et la société par actions simplifiée EXCELIS (les « **Membres Fondateurs** »), par signature le 16 décembre 2016 d'une convention constitutive (la « **Convention** »), conformément aux articles 98 et suivants de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011.

La Convention a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 9 janvier 2017, publiée au Recueil des actes administratifs le 17 janvier 2017.

Conformément aux stipulations de l'article 27 de la Convention, le conseil d'administration a établi et adopté le présent règlement intérieur, précisant certaines modalités de fonctionnement interne du GIP.

Toute modification de ce règlement devra être approuvée selon les mêmes règles que celles ayant conduit à l'approbation du règlement initial.

### ***TITRE I : ADHESION – RETRAIT – EXCLUSION DES MEMBRES***

#### **ARTICLE 1 – NOUVEAUX MEMBRES**

Rappel des stipulations de la convention :

*« Postérieurement à la création du GIP, peut acquérir la qualité de membre toute personne morale, publique ou privée, après délibération en ce sens de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers » (article 2.2).*

Peut demander à adhérer au GIP toute personne morale, publique ou privée, dont l'action et l'objet statutaire sont compatibles avec l'objet du GIP et dont les contributions, sous forme de ressources financières ou de mise à disposition de moyens, justifient l'adhésion.

Il est envoyé un dossier d'adhésion aux personnes morales qui en font la demande, comportant notamment la Convention, le présent règlement intérieur et le règlement financier.

Ce dossier doit être renvoyé complété et signé ; il est alors présenté pour délibération à l'assemblée générale qui en suit la réception. L'assemblée générale est souveraine dans sa décision.

L'adhésion d'un nouveau membre entraîne la modification de la Convention et nécessite donc la rédaction d'un avenant. Celui-ci sera approuvé par arrêté préfectoral dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires applicables.

La qualité de membre s'acquiert après signature par la personne morale concernée de l'avenant d'adhésion précité.

## **ARTICLE 5 – ASSURANCE POUR LES MEMBRES DU GIP**

Le GIP s'engage à couvrir, par une assurance, la responsabilité civile et les déplacements de ses membres dans le cadre de leurs activités au sein ou pour le compte du GIP.

## **TITRE II : APPORTS – CONTRIBUTION DES MEMBRES**

### **ARTICLE 6 – CONTRIBUTIONS**

Rappel des stipulations de la convention :

*« Les modalités de participation des membres sont définies chaque année dans le cadre de la préparation du budget par le conseil d'administration » (article 9).*

L'année de référence est l'année de fonctionnement du GIP et donc de contribution. Elle commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de l'année civile. L'année de référence correspond à l'exercice comptable.

La contribution devra être réglée dans les deux mois suivant l'adoption du budget par le conseil d'administration.

S'agissant des contributions autres que financières (mise à disposition de moyens, de personnel, de matériel, de droits, etc.), un planning d'exécution des missions et projets permettra de suivre et contrôler l'exécution par chaque membre de ses engagements contributifs.

## **TITRE III : ADMINISTRATION DU GIP – DECISIONS**

### **ARTICLE 7 – CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **7.1 Ouverture de la séance**

Le président du GIP procède à l'ouverture de la séance après s'être assuré des conditions de quorum fixées par la Convention : au début de chaque séance, une appréciation du quorum est effectuée et une feuille de présence est signée par chacun des membres présents.

Les membres détenant une procuration doivent également émarger ladite feuille, en regard du nom du membre absent dont ils détiennent une procuration. Le mandat doit être écrit, signé et par le mandant et désigner la nature, le lieu et la date de la réunion.

Le conseil d'administration se prononce sur le procès-verbal sommaire de la séance précédente.

Le conseil d'administration accepte éventuellement d'ajouter à l'ordre du jour les questions additionnelles ayant trait à des affaires d'importance mineure.

Le président indique, le cas échéant, aux membres, les questions qui sont retirées de l'ordre du jour.

Au début de chaque séance, le président du GIP désigne un des membres du conseil d'administration pour remplir les fonctions de secrétaire. Le secrétariat est effectué par l'équipe administrative du GIP.

## **ARTICLE 8 – ASSEMBLEE GENERALE**

### **8.1 Ouverture de la séance**

Le président du GIP procède à l'ouverture de la séance après s'être assuré des conditions de quorum fixées par la Convention : au début de chaque séance, une appréciation du quorum est effectuée et une feuille de présence est signée par chacun des membres présents.

Les membres détenant une procuration doivent également émarger ladite feuille, en regard du nom du membre absent dont ils détiennent une procuration. Le mandat doit être écrit, signé et par le mandant et désigner la nature, le lieu et la date de la réunion.

L'assemblée générale se prononce sur le procès-verbal sommaire de la réunion précédente.

L'assemblée générale accepte éventuellement d'ajouter à l'ordre du jour les questions additionnelles ayant trait à des affaires d'importance mineure.

Le président indique, le cas échéant, aux membres, les questions qui sont retirées de l'ordre du jour.

Au début de chaque séance, le président du GIP désigne deux membres de l'assemblée générale pour remplir les fonctions de secrétaire. Le secrétariat est effectué par l'équipe administrative du GIP.

### **8.2 Organisation des débats**

Chaque dossier soumis à l'assemblée générale fait l'objet d'un exposé oral par le président ou un rapporteur, élu ou administratif, qu'il aura désigné.

A l'issue de la présentation du rapport, le président ouvre le débat. Les membres souhaitant intervenir le font savoir au président qui organise le débat. Le rapporteur dispose toujours de la possibilité de s'exprimer en dernier.

Une suspension de séance peut être décidée par le président à son initiative ou sur proposition d'un membre. Il appartient au président d'en fixer la durée.

Des amendements aux projets de délibération peuvent être proposés ; ils doivent être écrits et sont soumis au vote de l'assemblée générale. Ils sont transmis au président au moment où la question concernée par l'amendement est mise en discussion en séance.

### **8.3 Questions orales**

Les membres peuvent exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires du GIP. Ces questions doivent être rédigées et déposées au moins 48 heures avant la séance.

Ces questions sont annoncées par le président en début de séance et traitées en fin de séance, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Le président peut décider de différer la réponse à la séance suivante.

### **8.4 Procédures de vote**

Les délibérations font l'objet d'un vote qui s'exerce selon les modalités suivantes : le vote à main levée est le mode de votation ordinaire.

En cours de vie du GIP, chacun des membres devra informer le président du GIP de tout changement dans l'identité de son représentant.

#### **9.1.2 Membres avec voix consultative**

- une à quatre personnalités qualifiées dont la présence est jugée utile par le Président.

### **9.2 Fonctionnement**

La commission d'appel d'offres peut sur décision du Président du GIP se réunir pour chaque procédure l'imposant, ou selon une périodicité définie à l'avance.

Le Président du GIP convoque les membres de la commission d'appel d'offres dans les conditions définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016 n° 2016-360 relatifs au droit des marchés publics. La convocation doit être envoyée au moins trois jours francs avant la date de la séance. La convocation est accompagnée d'une copie de l'avis de marché et du dossier de consultation des entreprises, s'il y a lieu. La convocation et tous les échanges entre le GIP, et les membres de celle-ci sont valablement effectués par courrier ou par voie électronique.

Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents sur première convocation. La commission d'appel d'offres peut se réunir en visio-conférence. Dans ce cas, le quorum prend en compte les membres présents en visio-conférence. Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents.

La voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix des membres ayant voix délibérative.

Le comptable assignataire des paiements du GIP peut demander à ce que ses observations soient consignées par le secrétariat de la commission dans le procès-verbal de la séance à laquelle il a participé.

Le secrétariat de la commission est assuré par un agent du groupement d'intérêt public. Le secrétariat établit notamment les procès-verbaux de chaque séance.

Il en adresse copie aux membres de la commission. Il ne prend pas part aux délibérations.



### **Annexe 3.Règlement financier**

---

## **REGLEMENT FINANCIER DU GIP « GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET »**

---

Le groupement d'intérêt public « Grand Prix de France – Le Castellet » (le « **GIP** ») a été constitué entre la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur et la société par actions simplifiée EXCELIS (les « **Membres Fondateurs** »), par signature le 16 décembre 2016 d'une convention constitutive (la « **Convention** »), conformément aux articles 98 et suivants de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011.

La Convention a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 9 janvier 2017, publiée au Recueil des actes administratifs le 17 janvier 2017.

Conformément à la Convention, le conseil d'administration du groupement a établi et adopté le présent règlement financier. Toute modification de ce règlement devra être approuvée selon les mêmes règles que celles ayant conduit à l'approbation du règlement initial.

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent règlement, établi dans le respect des lois et règlements en vigueur, définit les modalités de fonctionnement du GIP sur le plan financier.

### **ARTICLE 2 – AUTORITE EXCLUSIVE**

Le directeur général est ordonnateur des dépenses et des recettes dans le cadre budgétaire approuvé. Il dispose en outre des attributions suivantes :

- Préparation du budget et des comptes périodiques ;
- Signature des marchés ou contrats nécessaires à l'accomplissement des missions du GIP conformément aux procédures définies ci-après ;
- Définition de l'organisation interne du GIP ;
- Gestion du personnel et, à ce titre, embauche et licenciement des salariés visés à l'article 14.3 de la Convention, fixation de leur rémunération selon une grille de salaires validée par le conseil d'administration ;
- Toutes autres tâches conformes à l'objet du GIP, qui lui seront confiées par le président par mandat spécial.

Le directeur général peut consentir des délégations de signature, dans les conditions et les limites fixées par le conseil d'administration.

### **ARTICLE 3 – COMPTABILITE DU GIP**

La comptabilité du GIP est tenue selon les règles de la comptabilité privée. Une comptabilité analytique sera établie.

Les contributions des membres du GIP, autres que sous forme de subvention, telles qu'elles sont listées à l'article 9 de la Convention, font l'objet d'une valorisation préalablement soumise à validation du conseil d'administration.

## **ARTICLE 4 – BUDGET ET RECRUTEMENTS**

### **4.1 Budget du GIP**

Le budget est préparé en euros.

Ce budget est réparti sur dix exercices budgétaires, soit (par exception) de la date de création du groupement, puis du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre pour les années 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, ainsi que du 1<sup>er</sup> janvier 2026 à la date de liquidation (sauf prorogation du GIP).

Un budget pluriannuel est également établi.

Chaque année, le conseil d'administration informe l'assemblée générale des éventuels ajustements apportés.

Le budget est présenté en rubriques principales conformément au plan comptable général. Ce budget est assorti d'une présentation analytique. Toute proposition relative à la modification du budget est soumise au vote du conseil d'administration.

Chaque année, l'assemblée générale approuve les comptes.

### **4.2 Recrutements et rémunérations**

Un plan de recrutement prévoit, par type de fonction et selon les situations statutaires mentionnées à l'article 14 de la Convention, les échéances de recrutement d'ici au 31 décembre 2017. Ce plan de recrutement est soumis pour discussion et validation au conseil d'administration.

Toute proposition relative à la modification de ce plan de recrutement est soumise au vote du conseil d'administration.

Chaque année, le conseil d'administration informe l'assemblée générale des éventuels ajustements apportés à ce plan de recrutement.

### **4.3 Suivi du budget**

Le suivi du budget donne lieu à la production d'un rapport remis au conseil d'administration, présentant notamment une comparaison entre le budget et les dépenses engagées. La périodicité du *reporting* sera variable et définie chaque année par le conseil d'administration.

## **ARTICLE 5 – ACHATS**

Les procédures d'achat s'effectueront, dans le cadre du respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

## **ARTICLE 6 – PAIEMENTS**

### **6.1 Chèques et virements**

Tout chèque ou virement est signé conjointement par le directeur général et la personne en charge de la gestion administrative et financière du GIP.

Toutefois, les chèques et virements d'un montant inférieur à 50.000 euros peuvent être signés soit par le directeur général, soit par la personne en charge de la gestion administrative et financière du GIP.

Au-delà d'un montant de 200.000 euros, chèques et virements doivent être contresignés par le président du GIP.

## **6.2 Cartes de paiement**

Le directeur général est seule habilité à recevoir une carte bancaire de paiement au nom du GIP, dans la limite d'un plafond de dépenses de 40000 euros par mois.

## **6.3 Caisse**

Une caisse dont le montant maximum est de 2.000 euros est mise en place au sein du GIP, sous la responsabilité de la personne en charge de la gestion administrative et financière.

Ne peuvent être effectués en espèces que les règlements inférieurs à 150 euros TTC. Toute dépense réglée en espèces doit être accompagnée d'un justificatif.

# **ARTICLE 7 – FRAIS PROFESSIONNELS**

Les frais de repas, transport, hébergement et divers engagés dans le cadre de déplacements professionnels, doivent l'être avec la plus grande rigueur.

## **7.1 Frais de représentation**

Dans le cadre de ses responsabilités, le directeur général peut engager ou autoriser ponctuellement et à titre exceptionnel les personnels du GIP à engager des frais de représentation liés à l'exercice de leur mission.

## **7.2 Frais de mission**

Les frais de mission des personnels, des membres du GIP et de toute personne invitée par le GIP à participer à une mission ou un déplacement en France et à l'étranger sont pris en charge dans les conditions suivantes :

- tant en France qu'à l'étranger, les réservations de chambres d'hôtel sont, sauf cas exceptionnels, soumises aux procédures d'achat. En cas d'impossibilité ou d'urgence, la réservation peut se faire exceptionnellement par l'intéressé ;
- Les frais de mission de l'ensemble du personnel du GIP sont remboursés sur présentation d'un justificatif après validation par le directeur général ou de la personne en charge de la gestion administrative et financière du GIP, et dans la limite des barèmes figurant en Annexes 1 et 2 au présent règlement, sauf exception validée par le directeur général ;

## **7.3 Transports**

Les indemnités kilométriques sont calculées selon les barèmes annuels établis par l'administration fiscale. L'utilisation des taxis doit rester exceptionnelle.

#### **7.4 Divers**

Toute autre menue dépense engagée dans l'intérêt de l'organisation est remboursée sur justificatifs après validation par le directeur général ou la personne en charge de la gestion administrative et financière du GIP, selon la procédure de note de frais.

#### **ARTICLE 8 – RESULTAT FINANCIER**

Le GIP ne donnera pas lieu au partage de bénéfices. Les excédents annuels de la gestion ne pourront être utilisés qu'à des fins correspondant à l'objet du GIP ou affecté en réserve.

En revanche, si la situation comptable établie à l'issue de chaque exercice comptable ou lors de la liquidation du GIP fait apparaître un résultat déficitaire, le conseil d'administration devra déterminer les dispositions financières à prendre pour faire face aux engagements pris par le GIP à l'égard des tiers, étant ici précisé que les membres du groupement ne sont pas solidaires à l'égard des tiers. Ces dispositions devront être approuvées par l'assemblée générale.

Le déficit éventuel constaté sera réparti entre les membres du GIP à raison de leur contribution aux charges du GIP (Membres Fondateurs et éventuels nouveaux membres ayant rejoint le groupement).

#### **ARTICLE 9 – GARANTIES**

Sous réserve de l'accord de l'assemblée générale, le GIP pourra souscrire ou solliciter la mise en place de garanties financières ou bancaires afin de garantir ses engagements financiers et principalement le paiement du prix de « *plateau* » devant être acquitté aux organes titulaires des droits d'exploitation et de promotion de la Formule 1, et à l'entité propriétaire des infrastructures du circuit utilisé par le GIP dans l'éventualité où cette dernière aurait dû engager des travaux de mise aux normes nécessaires.

La sélection du ou des organisme(s) bancaire(s) sollicité(s) dans ce cadre sera effectuée selon une procédure conforme aux dispositions de l'article 5.

**ANNEXE 1**  
**FRAIS DE MISSION (*restauration, hébergement*)**

**1. EN FRANCE**

Les frais de mission en France seront remboursés en s'efforçant de respecter le barème de remboursement des fonctionnaires d'Etat.

**1.1 RESTAURATION**

	En France
Repas seul (en déplacement)	A hauteur maximum de 40 €

**1.2 HEBERGEMENT**

	En France
Nuitée province	100 €
Nuitée Paris	150 €

**2. A L'ETRANGER**

Les frais de mission à l'étranger seront remboursés selon les barèmes suivants :

**2.1 RESTAURATION**

	A l'étranger
Repas seul (en déplacement)	Selon niveau de vie du pays avec un maximum à 50 €

**2.2 HEBERGEMENT**

	A l'étranger
Nuitée	Selon niveau de vie du pays avec un maximum à 300 €

**ANNEXE 2**  
**FRAIS DE DEPLACEMENT (transports routier, ferroviaire et aérien)**

**FRAIS DE MISSION (Transports routier, ferroviaire et aérien)**

Le moyen de transport le plus économique sera toujours privilégié. Néanmoins, suivant les conditions de déplacement (durée du séjour, etc.) et l'importance de la mission, un moyen de transport plus rapide et/ou des conditions de confort supérieur pourront être accordés.

**1- ROUTE (Frais kilométriques)**

Barème kilométrique en vigueur. Le barème maximal accordé, quelle que soit la puissance administrative de la voiture utilisée, est celui d'une 8 CV.

A titre informatif, barème applicable pour 2016 :

Barème kilométrique automobiles			
Puissance administrative	$\leq 5\,000$ km	De 5 001 à 20 000 km	$> 20\,000$ km
$\leq 3$ CV	$d \times 0,41$	$(d \times 0,245) + 824$	$d \times 0,286$
4 CV	$d \times 0,493$	$(d \times 0,277) + 1\,082$	$d \times 0,332$
5 CV	$d \times 0,543$	$(d \times 0,305) + 1\,188$	$d \times 0,364$
6 CV	$d \times 0,568$	$(d \times 0,32) + 1\,244$	$d \times 0,382$
7 CV et plus	$d \times 0,595$	$(d \times 0,337) + 1\,288$	$d \times 0,401$

**2- TRAIN**

Sur justificatifs : le tarif le plus économique sera toujours privilégié mais selon les cas (durée du séjour, objectifs de la mission, etc.), le tarif 1<sup>ère</sup> classe pourra être accepté, avec accord préalable du directeur général et/ou du directeur administratif et financier.

**3- AVION**

Sur justificatifs : le tarif le plus économique sera toujours privilégié mais pour les vols de longue durée (au-delà de 4 heures) et selon les cas (durée du séjour, objectifs de la mission, etc.), un billet en « classe affaire » pourra être accepté avec accord préalable du directeur général et/ou du directeur administratif et financier.

#### **Annexe 4. Justification du choix du régime comptable applicable**



---

**GIP « GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET »**  
**JUSTIFICATION DU CHOIX DU REGIME COMPTABLE APPLICABLE**

*Article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012*

---

Aux termes de l'article 112 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011,  
*« La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion assurée soit selon les règles de droit public lorsque le groupement assure, à titre principal, la gestion d'une activité de service public administratif, soit selon les règles de droit privé lorsque le groupement assure, à titre principal, la gestion d'une activité de service public industriel et commercial. »*

Il est ici précisé que les ressources du GIP dépendent pour partie de recettes commerciales provenant de la vente de billets pour le grand public et les entreprises, de la vente le cas échéant d'espaces publicitaires ainsi que des recettes de partenariat, et ce en contrepartie des prestations qui seront fournies.

Ainsi, eu égard aux modalités de fonctionnement du service, l'activité qui sera exercée par le Groupement d'intérêt public Grand Prix de France – Le Castellet relève de la gestion des services publics industriels et commerciaux.

Le groupement d'intérêt public « Grand Prix de France – Le Castellet » n'est pas exclusivement constitué de personnes morales de droit public soumises au régime de comptabilité publique :

- Figurent parmi ses membres fondateurs la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, et la société commerciale Excelis ;
- Lorsque toutes les discussions avec les partenaires intéressés par le projet seront finalisées, le GIP sera susceptible d'accueillir parmi ses nouveaux membres des personnes morales de droit public aux statuts variés (collectivités locales, établissements publics EPCI), mais également divers partenaires privés.

Dès lors, les parties contractantes n'ont pas entendu déroger au principe de comptabilité privée posé par l'article 112 précité, dans la mesure où les règles de droit privé sont les plus à même de permettre une action efficace et transparente du groupement, eu égard à son objet (l'organisation et la promotion d'un Grand Prix de Formule Un) et aux modalités d'exercice de son activité.

L'article 13 de la convention constitutive du groupement stipule donc que « *la comptabilité du GIP est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit privé* ».

Par sa souplesse, ce mode de comptabilité est en effet le plus adapté à l'organisation d'événements sportifs de rayonnement international. A l'exception des conventions éventuellement conclues avec l'Etat ou avec les collectivités territoriales membres du groupement, ce dernier ne sera en effet amené à ne conclure que des contrats soumis au droit privé, avec des cocontractants français mais également étrangers :

- Détenteurs et exploitants des droits commerciaux afférents aux Championnats du Monde de Formule Un (entreprises privées de droit britannique) ;
- Fédération Internationale de l'Automobile (association de droit français) ;

## **Annexe 5. Programme d'activités pour les trois années à venir**

---

## **GIP « GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET » PROGRAMME D'ACTIVITES POUR LES 3 ANNEES A VENIR**

*Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 23 mars 2012 (NOR : PRMX1208587A)*

---

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 23 mars 2012 (pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public), le « *programme d'activités du groupement pour les trois années à venir* » doit être adressé aux autorités compétentes pour approuver la convention constitutive du groupement.

Au cours des années 2017 à 2020, les activités du groupement d'intérêt public « Grand Prix de France – Le Castellet » seront axées autour des cinq thématiques suivantes :

### **1. FONCTIONNEMENT INTERNE DU GIP**

- Mise en place des organes délibérants et rédaction des actes de gouvernance ;
- Mise en place de la structure administrative ;
- Gestion administrative et juridique des actes et procédures ;
- Recrutement du personnel ;
- Suivi de la vie sociale du groupement ;
- Gestion financière (collecte des contributions des membres, relations avec les établissements bancaires) ;
- Négociation et conclusion des principaux contrats commerciaux (locaux loués, fournitures, prestations de services, partenariats, etc.) ;
- Mise en œuvre du budget d'organisation et de promotion.

### **2. RELATIONS AVEC LES TITULAIRES DES DROITS DE LA FORMULE 1**

- Finalisation des négociations avec le Groupe Formula One Management, titulaire des droits afférents aux Championnats du Monde de Formule Un ;
- Conclusion et mise en œuvre (i) du contrat de promotion et ses éventuels avenants avec Formula One Management et (ii) du contrat de concession de droits commerciaux avec sa filiale dédiée à l'exploitation des droits commerciaux afférents à l'événement (hospitalité, parrainage publicitaire, naming, etc.).

### **3. RELATIONS AVEC LA SOCIETE D'EXPLOITATION DU CIRCUIT**

- Finalisation du contrat de mise à disposition (circuits et services) ;
- Supervision des travaux après établissement d'une liste définitive ;
- Mise en place des locaux permanents du GIP sur le circuit.

### **4. PROMOTION DE L'EVENEMENT**

- Mise en œuvre de tous moyens juridiques, financiers, techniques et commerciaux en vue de la promotion de l'événement (retour du Grand Prix sur le territoire français), le cas échéant, conclusion d'un contrat de promotion déléguée à un partenaire ;
- Conception et valorisation de tous événements sportifs et culturels annexes ;
- Relations médias / Recherche de partenaires ;
- Commercialisation des éditions 2018 et 2019 du Grand Prix (billetterie VIP éventuel).

**Annexe 6.Comptes prévisionnels du groupement des 3 années à venir**

[illegible]

**Annexe 6bis. Répartition des droits de vote et détail des investissements des membres**

### Annexe 6 bis : Répartition des droits de vote et détail des investissements

Participations financières au budget du GIP	2017	2018	2019	2020
	HT	HT	HT	HT
Région Provence Alpes-Côte d'Azur	709 580,00 €	3 944 320,00 €	4 200 000,00 €	4 200 000,00 €
Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée	219 200,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
Département du Var	219 200,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
Nice Côte d'Azur Métropole	0,00 €	2 219 200,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
Métropole Aix-Marseille	164 400,00 €	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €
Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var	164 320,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €
Département des Bouches-du-Rhône	54 800,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €
Chambre du Commerce et de l'Industrie Régionale	0,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	0,00 €
Communauté d'Agglomération du Sud Sainte Baume	0,00 €	336 480,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
Excelis	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
<b>Total</b>	<b>1 631 500,00 €</b>	<b>13 600 000,00 €</b>	<b>13 600 000,00 €</b>	<b>13 100 000,00 €</b>

Répartition des droits de vote	2017	2018	2019	2020
Région Provence Alpes-Côte d'Azur	31,1%	31,1%	31,1%	31,1%
Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%
Département du Var	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%
Nice Côte d'Azur Métropole	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%
Métropole Aix-Marseille	11,1%	11,1%	11,1%	11,1%
Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%
Département des Bouches-du-Rhône	3,7%	3,7%	3,7%	3,7%
Chambre du Commerce et de l'Industrie Régionale	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%
Communauté d'Agglomération du Sud Sainte Baume	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%
Excelis	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

## **Annexe 7.Etat prévisionnel des effectifs**



**ETAT PREVISIONNEL DES EFFECTIFS DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC**  
**GRAND PRIX DE FRANCE – LE CASTELLET**

	Proportion des effectifs employés	Estimation du coût global des rémunérations
Sur le fondement du 1° de l'article 109 de la loi du 17 mai 2011	2	
Sur le fondement du 2° de l'article 109 de la loi du 17 mai 2011	2	
Sur le fondement du 3° de l'article 109 de la loi du 17 mai 2011	16	
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>1.000.000 euros</b>

